



OBSERVER LA RESILIENCE RURALE REFLEXIONS THEORIQUES ET APPLICATION DANS LES CAMPAGNES CENTRAFRICAINES

Benoît Lallau, Emmanuel Mbetid-Bessane

► To cite this version:

Benoît Lallau, Emmanuel Mbetid-Bessane. OBSERVER LA RESILIENCE RURALE REFLEXIONS THEORIQUES ET APPLICATION DANS LES CAMPAGNES CENTRAFRICAINES. Emilie COUDEL, Hubert DEVAUTOUR, Christophe-Toussaint SOULARD, Bernard HUBERT. ISDA 2010, Jun 2010, Montpellier, France. Cirad-Inra-SupAgro, 12 p., 2010. <hal-00522110>

HAL Id: hal-00522110

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00522110>

Submitted on 29 Sep 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



OBSERVER LA RESILIENCE RURALE

REFLEXIONS THEORIQUES ET APPLICATION DANS LES CAMPAGNES CENTRAFRICAINES

Benoît LALLAU*, Emmanuel MBETID-BESSANE**

* UMR CNRS Clersé, Université de Lille 1, France

benoit.lallau@univ-lille1.fr

** Université de Bangui, République CEntrafricaine

mbetid_bessane@hotmail.fr

Abstract — Observing rural resilience. Theoretical dimensions and application to Central African Republic rural areas

This paper aims to assess the conceptual and empirical scope of the concept of resilience, for studying high risky rural contexts. Resilience is first defined at the individual level, and evaluated through the analysis of household strategies. However, this evaluation requires the articulation of its objective and subjective natures, and its individual and collective levels. The main characteristics of an observatory of resilience in Central African rural areas are then presented, based on a thorough and regular study of this resilience in thirteen villages representing the rural diversities (in the agro-climatic, socio-economic and politico-military dimensions). The first advantage of such an observatory is to provide, over time, reliable, homogeneous data, with a normative scope.

Key words : Resilience, Observatory, Central African Republic, Adaptation, Vulnerability

Résumé

Cette communication se propose d'évaluer la portée conceptuelle et empirique de la notion de résilience dans l'étude des contextes ruraux soumis à de nombreux risques et chocs. La résilience est d'abord définie au niveau individuel, et évaluée par l'analyse des stratégies des ménages. Toutefois, elle requiert l'articulation de ses natures objective et subjective, et des niveaux individuel et collectif de sa mise en œuvre. Les modalités d'un observatoire de la résilience dans les campagnes centrafricaines sont alors présentées. Elles tiennent en une étude approfondie et régulière de cette résilience dans seize villages représentatifs des diversités centrafricaines, agroclimatiques, socioéconomiques, et politico-militaires. L'apport principal d'un tel dispositif est de fournir, dans la durée, des données fiables et homogènes, à portée normative.

Mots clés : Résilience, Observatoire, République Centrafricaine, Adaptation, Vulnérabilité

INTRODUCTION

Cette communication se fonde sur un paradoxe, celui de marginalisation vécue par les ruraux centrafricains. Ces derniers n'accèdent pas aux "promesses" de la mondialisation (l'accès, pour les populations du Sud, à de meilleures conditions de vie), mais ne sont pas en dehors de ses influences : exposition aux marchés mondiaux et à leurs instabilités, influence des dogmes dominants en matière de stratégies de développement, tensions géopolitiques et conflits armés, pandémie VIH-Sida, changements climatiques, etc. Ces influences conduisent à une insécurité multiforme (économique, sanitaire, foncière, politique, militaire, etc.), face à laquelle les ruraux ne restent toutefois pas passifs, aujourd'hui comme par le passé (Mbetid-Bessane, 2009). Ce caractère actif, à la fois en réaction aux chocs affrontés et en prévention des risques vécus, renvoie à la notion, qui occupe une place importante dans ce symposium mais est encore en émergence au sein des sciences sociales du développement, de résilience (Lallau, 2008).

Il s'agit donc ici de contribuer au renouvellement des pratiques de recherche, d'une part en ancrant ces pratiques dans l'observation des stratégies d'adaptation à l'incertitude vécue par les populations rurales, d'autre part en tirant des implications en matière d'appui à ces pratiques paysannes de résistance et d'innovation. Pour ce faire, un cadrage conceptuel de la notion de résilience est tout d'abord nécessaire (section 1). Il est ensuite possible d'envisager les modalités d'opérationnalisation de cette notion, via un dispositif d'observatoires de la résilience en cours de mise en œuvre dans les campagnes centrafricaines (section 2).

1. LA RESILIENCE: APPROCHE CONCEPTUELLE

1.1. La résilience : éléments de définition

Ce concept a été largement mobilisé dans le champ des analyses systémiques, en particulier dans les travaux sur les systèmes socio-écologiques (Folke, 2006), qui s'appuient encore aujourd'hui sur la définition proposée en 1973 par Holling : "*a measure of the persistence of systems and of their ability to absorb change and disturbance and still maintain the same relationships between populations or state variables*" (1973, 14). En dehors de cette articulation écologie-société, la résilience a été plus récemment étudiée dans des travaux macroéconomiques ; Il s'agit en particulier d'évaluer la capacité de petites économies ouvertes à faire face à des chocs exogènes, tels des fluctuations de prix de produits primaires : *economic resilience is the "policy-induced ability of an economic to withstand or recover from the effects of exogenous shocks, arising out of economic openness"* (Bribuglio & al., 2008). Mais ce concept a peu été exploré au niveau individuel ; il se fonde alors sur et tend à articuler trois champs de recherche différents.

Le premier relève de la psychologie, car c'est au sein de cette discipline que la notion de résilience a tout d'abord été appliquée aux individus, comme capacité d'adaptation en suite à un évènement ou une succession d'évènements négatifs, voire traumatisants. Les analyses en termes de *subjective well-being*, proches de la tradition utilitariste, empruntent ainsi beaucoup aux travaux de la psychologie en termes de *coping*.

Le deuxième champ mobilisé est celui de l'analyse microéconomique de la vulnérabilité, qui constitue une extension, dans une perspective dynamique, de l'analyse de la pauvreté. La vulnérabilité y est considérée comme une menace, celle de tomber - ou de retomber - dans une situation de pauvreté. Au-delà de ce point de départ commun, de nombreuses nuances peuvent toutefois être trouvées au sein de l'abondante littérature récente, entre approches unidimensionnelles, rendant compte des évolutions autour d'un seuil de pauvreté monétaire, et multidimensionnelles, souvent basées sur les stratégies de détention d'actifs.

Dans le prolongement de ces analyses multidimensionnelles, l'approche des capacités constitue le troisième champ mobilisé. Les capacités représentent, selon Amartya Sen, « l'ensemble des modes de fonctionnement humain qui sont potentiellement accessibles à une personne, qu'elle les exerce ou non » (Sen, 1992, 12), c'est-à-dire leurs libertés réelles. Elles découlent de la conversion des potentialités des personnes (liées pour l'essentiel à leurs différentes dotations en capital : monétaire, physique, humain, social), via les opportunités (marchandes et non marchandes) qu'elles parviennent à saisir au cours de leur existence. Potentialités et opportunités déterminent donc l'ampleur des possibilités d'être et d'agir accessibles aux personnes, et c'est-à-dire aussi leur capacité à affronter les risques encourus.

En se centrant sur la capacité d'action de l'individu face aux risques plutôt que sur sa vulnérabilité, on peut alors introduire ce concept de résilience. Nous la définissons ici comme capacité à anticiper ce qui peut l'être (se prémunir des « coups du sort »), à réagir à ce qui survient de manière imprévue (tirer parti des « coups du sort »), mais aussi à aspirer à une amélioration réalisable de sa situation. Une faible résilience se traduit souvent par le primat de stratégies défensives, visant à sauvegarder ce qui peut l'être, par une gestion de l'urgence teintée de fatalisme et d'attentisme, alors qu'une forte résilience permet l'adaptation des pratiques productives et des modes d'accumulation du capital, des réorientations majeures de stratégie (Rousseau, 2005). Cette résilience ne s'analyse pas qu'en référence à des phénomènes « naturels » extrêmes (cyclone, ouragan, sécheresse, glissements de terrains, etc.) mais intègre plus largement les actions et réactions face à l'ensemble des risques et chocs qui influencent la vie des populations pauvres, tels les ruraux centrafricains.

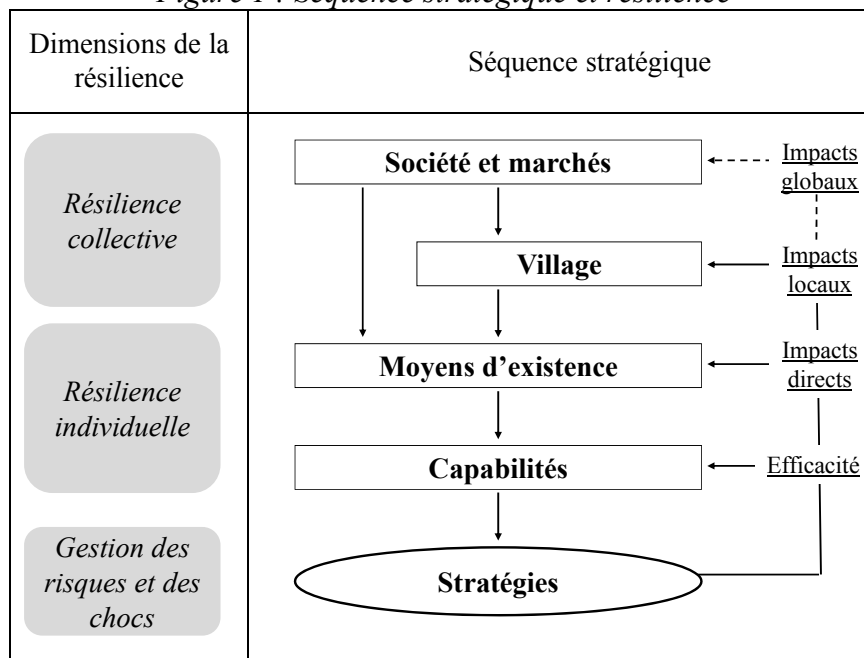
1.2. Résilience, durabilité, innovation : quels sont les liens ?

Si, donc le concept de résilience fait sens dans des contextes de risques élevés (agroclimatiques, socio-économiques ou politico-militaires), il doit être utilisé avec prudence, en évitant de tomber dans un travers courant dans nos disciplines, celui du concept magique et éponge, qui finit par perdre toute pertinence analytique (Thomas, 2008).

Tout d'abord, les relations entre résilience, durabilité et innovation doivent être interrogées. Puisque la résilience se fonde sur les capacités de décision et d'action des personnes, cela passe selon nous par une analyse de leurs stratégies. A condition toutefois que nous ne nous limitions pas aux modalités techniques de mise en œuvre de ces stratégies, mais que nous élargissions l'analyse au contexte de décision, aux objectifs poursuivis, aux résultats obtenus et à leur impact tant au niveau individuel qu'au niveau agrégé, et que cette analyse nous permette de renseigner différents indicateurs de durabilité et de résilience ; autrement dit, à condition que nous considérions que la résilience ne s'évalue pas seulement comme un résultat mais aussi comme processus. Nous parlons d'une « séquence stratégique » (figure 1). Cette approche stratégique permet de caractériser la relation entre résilience, durabilité et innovation, qui tiennent à la nature intertemporelle de cette résilience, à l'importance des comportements "rigides", et à la mise en évidence de dynamiques de cercle vicieux.

La nature intertemporelle de cette relation est liée au fait que les stratégies de gestion des risques peuvent s'observer *ex-ante*, avant que les risques ne se matérialisent, et *ex-post*. *Ex-ante*, les personnes peuvent d'abord de se prémunir contre les conséquences de la réalisation des risques, par l'assurance et l'épargne, ce qui passe souvent par l'accumulation de capital social. Elles peuvent aussi tenter de réduire leur exposition au risque, via les opportunités qu'elles tentent de saisir. La diversification (dans le temps et l'espace) est ainsi une pratique courante des ruraux pauvres, de même que la spécialisation dans l'activité jugée la moins aléatoire, ou encore la recherche du *statu quo*.

Figure 1 : Séquence stratégique et résilience



Elles peuvent enfin tenter de supprimer le risque lui-même, via des pratiques d'évitement qui, parce qu'elles nécessitent souvent un investissement et donc une nouvelle prise de risque, sont peu mobilisées par les plus pauvres. Les stratégies adoptées par ces derniers sont, au contraire, majoritairement défensives, étant donnée la faiblesse initiale des capacités. Priment alors les pratiques de type "low risk low return" (Dercon, 2005), c'est-à-dire la saisie d'opportunités qui ne permettent guère d'initier une expansion durable des capacités de choix des personnes, et une paradoxale rigidité dans la flexibilité. Rechercher la flexibilité, c'est privilégier des choix réversibles, qui n'engagent pas sur le long terme, qui dispersent les risques. La rigidité, elle, recouvre la volonté de ne pas remettre en cause des procédures qui ont « fait leur preuve », et la réticence vis à vis d'une nouveauté dont on ne maîtrise pas toutes les implications. Elle peut alors constituer un obstacle à la durabilité, car elle est un frein à la capacité d'adaptation des individus face à des changements dans leur environnement naturel ou socio-économique.

Même lorsqu'ils ne se réalisent pas, les risques sont ainsi au centre d'un cercle vicieux : la faiblesse des capacités conduit à des pratiques de prévention qui, en retour, pèsent sur ces mêmes capacités. *Ex-post*, cette efficacité limitée des stratégies de prévention réduit les possibilités de réagir lorsque l'aléa survient. Face à un choc majeur (décès d'un proche, maladie, incendie, etc.) ou à une succession de chocs, les pauvres n'ont souvent d'autre choix que celui de la décapitalisation ou celui de la rupture avec l'existant. Cette stratégie de l'urgence limite alors les capacités de prévention future, et conduit à l'émergence d'une "trappe de non résilience", une diminution des capacités liée à une faible résilience initiale risquant d'entraîner des dégradations irréversibles, et ce même si les risques ne se réalisent pas.

1.3. Subjectivité, collectif, pouvoir : les ambiguïtés de la résilience

Deux autres prudences sont requises lorsqu'il s'agit d'opérationnaliser ce concept de résilience. La première tient à sa nature à la fois objective et subjective, la seconde a trait aux interactions entre ses dimensions individuelle et collective.

En premier lieu donc, en référence à l'approche des capacités, les stratégies individuelles sont analysées de manière à la fois objectives et situées ; on parle d'objectivité située

(*positional objectivity*) chez Sen (1993). La résilience, lorsqu'elle est approchée de manière objective, se fonde sur la mise en évidence des dotations en capital et des opportunités des individus concernés. Mais, en étant « située », elle a aussi une dimension subjective : l'individu pauvre se sait, se sent aussi vulnérable, et ceci a une incidence sur ses choix. Ces deux facettes de la résilience ne sont certes pas incompatibles, si l'on a recours au concept de préférence adaptative. Ce concept est au cœur de la critique faite par les tenants de l'approche des capacités aux analyses subjectives du bien-être (Teschl & Comim, 2004). Il correspond à une « mise en conformité par l'agent de ses préférences avec les préférences sur des options qu'il lui est effectivement possible de choisir » (Reboud, 2004, p. 5) : ce qu'il est souhaitable d'obtenir ou de faire peut devenir fonction de ce qu'il est possible d'obtenir ou de faire. Cette adaptation se décline à deux niveaux : celui des buts que l'on se fixe et des souhaits que l'on exprime d'une part, celui de la satisfaction retirée par les fonctionnements atteints d'autre part. Le premier niveau renvoie à la notion d'aspiration et à celle, proposée par Appadurai (2004), de *capacity to aspire*. Le second niveau correspond davantage à une rationalisation *a posteriori* des événements vécus, afin que ceux-ci deviennent acceptables. Le point commun entre ces deux niveaux d'adaptation est, très souvent, la résignation.

Ceci a une incidence importante sur l'évaluation de la résilience. On l'a dit, celle-ci ne peut être perçue que comme un résultat, dans une logique binaire [résilient = a recouvré ses moyens d'existence ; non résilient = n'a pas recouvré ses moyens d'existence], mais doit aussi être analysée comme un processus. Ce processus est alors fondé non seulement sur des critères technico-économiques liés à l'activité productive mais aussi sur la capacité d'action propre (ou *agency*) des personnes (Lallau et Thibaut, 2009).

En second lieu, aborder la résilience dans sa dimension individuelle ne doit pas non plus mener à un oubli de la question, centrale, de l'agrégation (O'Brist & al., 2010). La séquence proposée précédemment (figure 1) passe par l'analyse de impacts agrégés, locaux et globaux, des stratégies individuelles, via les risques qu'elles induisent, leurs influences sur l'environnement naturel et institutionnel, et les capacités à l'action collective qu'elles développent ou freinent – nous parlons d'agencité collective (Lallau & Dumbi, 2008). C'est par le biais de ces effets d'agrégation que le cercle vicieux de la non résilience, d'individuel, peut devenir collectif. Ainsi, leur faible résilience conduit les paysans du Sud-Est centrafricain à adopter des stratégies majoritairement défensives, et donc à perpétuer des pratiques extensives empêchant le renouvellement des potentialités productives des écosystèmes (diminution de la biodiversité, érosion des sols, disparition du couvert forestier). Ce qui au final accroît la vulnérabilité de tous, en limitant l'accumulation de capital humain, en accroissant les tensions sociales et empêchant de nouvelles dotations physiques et monétaires (Lallau, 2004). Il est aussi possible de mettre en évidence des contradictions entre la résilience individuelle et celle perçue à une échelle collective, par exemple à celle d'une communauté villageoise (Frankenberger & al., 2007), la résilience des uns se construisant parfois au dépens des moyens d'existence des autres (pour une illustration en pays Turkana, au Kenya : Cantoni & Lallau, 2010).

Mais la prise en compte de cette dimension collective a une autre implication : elle conduit à ne pas limiter l'explication de l'éventuelle faiblesse de la résilience aux seules trappes endogènes, mais au contraire à l'élargir aux modalités de l'intégration des ménages et des villages à la société et aux marchés. Elle permet donc d'introduire, au final, une dimension politique, celle d'une insuffisance de pouvoir des populations rurales (via par exemple des fédérations paysannes nationales), et de leur incapacité à influencer les enjeux globaux (choix politiques nationaux, régulation des marchés agricoles, etc.).

2. VERS UN OBSERVATOIRE DE LA RESILIENCE

Les complexités du concept de résilience ne doivent donc pas amener à renoncer à son opérationnalisation. Il nous semble au contraire, malgré ces difficultés, constituer un complément – si ce n'est un substitut - utile à l'idée même de développement durable, dans des situations où le critère central d'évaluation des stratégies et des politiques concerne moins la durabilité que la capacité de survie. Il s'agit alors d'envisager son évaluation, non seulement de manière générale (2.1.) mais aussi, plus spécifiquement, dans le contexte centrafricain (2.2).

2.1. Evaluer la résilience : intérêts et modalités d'un dispositif d'observatoire

L'évaluation de la résilience doit satisfaire à de nombreuses contraintes :

- face aux limites de la statistique publique, ne pas s'appuyer sur des données préexistantes mais sur une collecte ad hoc ;
- se dérouler dans un temps suffisamment long pour que les adaptations deviennent non seulement observables mais évaluables ;
- présenter le meilleur ratio coûts-bénéfices possible, dans un contexte budgétaire serré ;
- mettre en évidence tant les stratégies individuelles que les dynamiques collectives, et l'articulation des unes et des autres ;
- se dérouler au niveau d'une entité géographique qui fasse sens localement ;
- permettre une certaine représentativité de ces entités locales, autorisant une généralisation des résultats obtenus.
- Combiner les approches méthodologiques (entretiens individuels, personnes ressources, réunions collectives, observations directes), de manière à aborder les différentes échelles de la résilience.
- Rendre compte de la double nature de la résilience, à la fois processus (les stratégies mises en œuvre) et résultats (les implications à court et moyen terme, individuels et agrégés, de ces stratégies).

L'ensemble de ces contraintes conduit à privilégier une méthodologie d'observatoire, à développer dans différents villages représentatifs de la diversité centrafricaine, sur les plans agroclimatiques, socio-économiques, politico-militaires (cf. infra). Elle consiste en un dispositif d'enquêtes de terrain répétées à échéances régulières (un passage par an). Ce dispositif s'inspire des démarches d'observatoires ruraux développées ces dernières années dans d'autres pays africains, tels Madagascar, le Kenya, le Cameroun (Dubois et Droy, 2001) ou dans le cadre du *Prasac* (Pôle régional de Recherche Appliquée au Développement des Systèmes Agricoles d'Afrique Centrale) (Duteurtre, 2002). Mais il développe une approche plus légère, dont les objectifs sont d'une part d'optimiser le rapport "coût-bénéfices scientifiques" (qualité des données grâce à des méthodologies de recueil diversifiées et complémentaires), et d'autre part de se centrer sur les déterminants de la résilience des ruraux.

Cette démarche d'observatoire, en se focalisant sur le suivi dans le temps d'une thématique bien spécifiée, est donc conçue comme une alternative à la fois aux lourdes et coûteuses monographies villageoises d'autrefois, aux enquêtes lourdes mais ponctuelles de type "Stratégie de réduction de la pauvreté" menées ces dernières années (<http://www.cf.undp.org/pub-pauve.htm>), et plus encore à l'insuffisance notoire des données disponibles sur les zones rurales centrafricaines, surtout lorsqu'il s'agit d'étudier des trajectoires, individuelles et collectives.

Enfin, un observatoire de la résilience rurale est tout à la fois un observatoire socio-économique et un observatoire du milieu naturel. Il articule des données individuelles (ménages, personnes) et sociales (collectifs locaux, intégrations), et des données rendant compte de la mise en valeur et/ou de la dégradation des milieux par l'activité humaine.

2.2. Une pluralité de niveaux d'enquête.

Ceci conduit à penser quatre niveaux d'évaluation de la résilience, et les interactions possibles, entre ces niveaux. Cela se traduit par l'élaboration et l'administration de quatre modules d'enquêtes (figure 2).

Figure 2. Evaluer la résilience

| Niveau d'analyse | Critères d'évaluation | Nature de la résilience |
|-----------------------------|---|------------------------------------|
| Village | <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions de l'<i>incorporation</i> au monde extérieur : moindre marginalité, échange moins inégal • Maintien/restauration des potentiels productifs des <i>écosystèmes</i> | Résilience collective |
| Collectifs infra-villageois | <ul style="list-style-type: none"> • Hausse de l'<i>agencéité collective</i>: communautés, groupements, etc. • Réduction des <i>tensions sociales</i> (conflits, inégalités et exclusions) et accumulation de <i>capital social</i> | |
| Ménages | Expansion des <i>moyens d'existence</i> des ménages et capacités à faire face, avec ces moyens, aux risques et aux chocs (<i>sustainable livelihoods</i>) | Résilience individuelle objective |
| Personnes | Expansion des <i>Capabilités</i> des personnes (objectivité située) | Résilience individuelle subjective |

- Au niveau individuel : un module « capacités »

Lorsque l'on évalue la résilience, il est nécessaire d'entrer dans la « boîte noire » du ménage et de regarder l'évolution de la situation et des perceptions de chacun de ses membres, en lien notamment avec le genre ou l'âge. Il s'agit alors d'évaluer la capacité – objective et subjective - d'action et de réaction des personnes rencontrées, une capacité qui peut varier entre les membres d'un même ménage.

- Au niveau du ménage : un module « moyens d'existence »

Pour évaluer la résilience, il faut ensuite observer, en amont de celle des capacités individuelles, l'évolution des moyens d'existence des ménages. La référence conceptuelle est ici celle des "*livelihoods*" : "*A livelihood comprises the capabilities, assets (stores, resources, claims and access) and activities required for a means of living*" (Chambers et Conway, 1991, 6).

Les moyens d'existence sont considérés comme durables lorsqu'ils permettent aux familles de limiter leur vulnérabilité: "*A livelihood is sustainable which can cope with and recover from stress and shocks, maintain or enhance its capabilities and assets, and provide sustainable livelihood opportunities for the next generation, and which contributes net benefits to other livelihoods at the local and global levels and in the short and long term*" (Chambers et Conway, id.).

Remarquons que l'unité ménage ne se confond pas nécessairement avec l'exploitation agricole, car il convient d'évaluer la contribution des activités non agricoles et des activités

non productives (mais permettant par exemple d'accumuler du capital social) à la résilience.

- Au niveau des collectifs : un module « action collective »

La résilience a aussi on l'a vu, une dimension collective. Il s'agit donc d'évaluer les dynamiques collectives (groupements, etc.). Nous nous référons à certaines extensions récentes de l'approche des capacités, qui tendent à (re)mettre en exergue l'importance de l'agencéité collective dans le développement.

Cette évaluation passe par l'étude des processus en jeu (fonctionnement des groupements et des organisations paysannes) et celle des résultats atteints (risques gérés collectivement, préventions communes, mobilisations collectives face aux aléas, etc.). Il est donc nécessaire de rencontrer les membres et responsables des collectifs existant localement, et d'observer la façon dont ils fonctionnent – ou dysfonctionnent.

- Au niveau de l'environnement extérieur : un module "incorporation"

L'évaluation de la résilience passe bien évidemment par une connaissance d'une part des conditions de l'intégration aux marchés et à la société, d'autre part de l'état des écosystèmes mis en valeur. Il s'agit donc de recueillir des données écosystémiques, de marché, et institutionnelles.

Les données écosystémiques doivent permettre de saisir l'évolution des potentialités des écosystèmes villageois et des différents modes de mise en valeur. Une méthodologie en termes d'indicateurs d'impact des activités humaines est appliquée, via une cartographie des modalités d'occupation des espaces (habitats, cultures, zones de chasse et de cueillette, etc.) et de leur intensité (déforestation, feux, état des sols cultivés, etc.).

Les données de marché s'appuient sur des relevés de prix, ceux des biens essentiels accessibles aux villageois, ceux des produits vendus, et sur une étude des modalités des mises en marché et des stratégies des agents extérieurs impliqués (petits revendeurs, « gros » commerçants, transporteurs, etc.). Il s'agit notamment de mesurer le "prix de l'enclavement", qui accroît les incertitudes marchandes et diminue les espoirs de gains à l'échange.

Les données institutionnelles concernent les modalités d'intégration des villages à la société centrafricaine et leurs relations aux institutions publiques. Sont donc recueillies, en particulier, les éléments relatifs à l'accessibilité des infrastructures sanitaires et scolaires, et administratives, à la structuration des pouvoirs légitimes au niveau local, mais aussi à la sécurité des biens et des personnes, liée surtout aux événements politico-militaires.

Le recueil de ces données ne s'appuie que peu – ou tout au moins pas exclusivement - sur des entretiens avec les villageois ; mais davantage sur des enquêtes auprès d'autres acteurs pertinents, et sur des observations directes et relevés de terrain réalisés par les enquêteurs.

2.3. Vers la mise en œuvre de l'observatoire de la résilience

Outre celui d'opérationnaliser le concept de résilience, l'observatoire a pour objectif de combler le déficit de connaissances, et de suivi dans la durée, des réalités rurales centrafricaines, et ainsi de rendre compte des mutations à l'œuvre dans ces zones rurales, trop souvent perçues comme "immobiles".

Ces mutations tiennent en particulier :

- Aux logiques de survie et les difficultés de recapitalisation des populations rurales touchées par l'instabilité politico-militaire de ces dernières années (frontières nord et est) ;

- aux rapports entre les paysans et les éleveurs Mbororo (conflits pour une occupation de l'espace jugé utile, reconversion des éleveurs Mbororo en agriculteurs ou prestataires de service en milieu rural suite à leur décapitalisation) ;
- à l'articulation entre l'agriculture et les activités alternatives en zone rurale, autour des chantiers diamantifères (mais aussi en lien avec les projets d'industrie extractive actuellement en cours d'étude par Areva), ou en des ressources forestières (les conséquences de la nouvelle politique forestière sur les populations tirant de la forêt une grande partie de leurs moyens d'existence - dont les peuples "autochtones" - doivent alors être étudiées) ;
- à la faiblesse persistante des dynamiques collectives paysannes, et donc de la dimension collective et politique de la résilience ;
- au déclin des productions de rente (coton et café) et à l'adaptation des paysans (nouvelles sources de revenus ou repli sur l'autosubsistance, nouvelles pratiques dans les systèmes de culture).

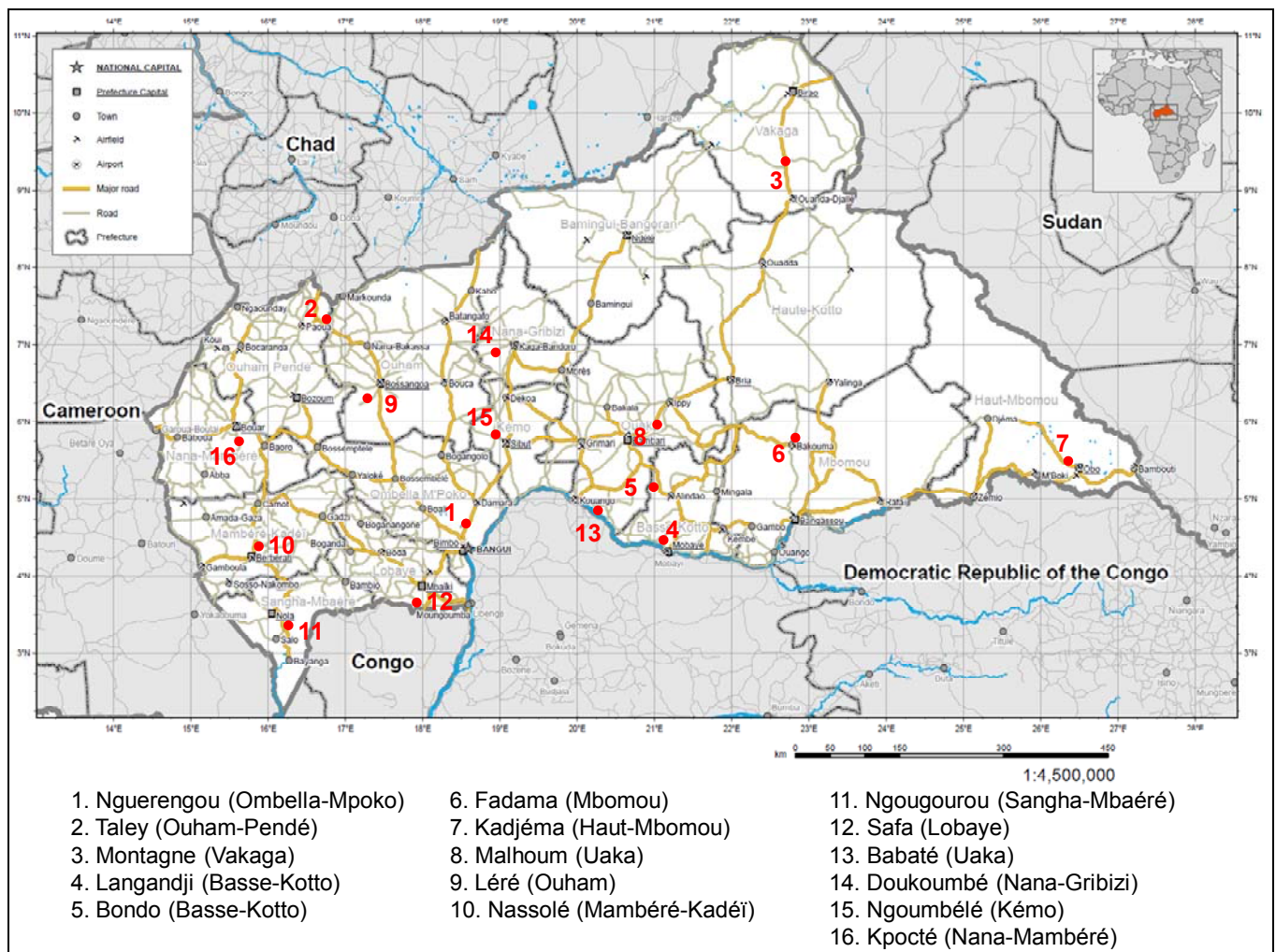
Pour d'une part aborder l'ensemble de ces évolutions centrafricaines et, d'autre part obtenir des résultats qui soient généralisables il est donc nécessaire de veiller à la représentativité des zones retenues. L'unité géographique pertinente, la seule qui fasse sens dans ce pays au maillage administratif peu dense, étant le village. Il s'agit donc au final de sélectionner un nombre limité de villages représentatifs des diversités centrafricaines, dans lesquels sont développés les quatre modules présentés précédemment, et ce de manière à obtenir le meilleur ratio coûts-efficacité possible.

En croisant différents critères liés aux données agroclimatiques, socio-économiques, et politico-militaires, induisant en particulier des risques et chocs différenciés, il est possible d'élaborer la liste de villages suivante (encadré 1) :

1. Un village en zone périurbaine de Bangui : exposé aux influences de la capitale, en termes d'opportunités mais aussi de risques spécifiques (fonciers, etc.).
2. Un village proche de Paoua (préfecture de l'Ouham-Pendé), en zone cotonnière mais en insécurité depuis plusieurs années (Lallau et Mbétid-Bessane, 2010).
3. Un village proche de Birao, à l'extrême nord du pays (Préfecture du Vakaga), dans une zone marginalisée sur le plan économique et en proie, elle aussi à l'insécurité depuis plusieurs années.
4. Un village proche de Mobaye (Préfecture de la Basse Kotto), dans une zone relativement peuplée et caféicole.
5. Un village proche d'Alindao (préfecture de la Basse-Kotto), dans une zone autrefois cotonnière et caféicole, mais dans laquelle subsiste surtout actuellement quelques activités extractives artisanales.
6. un village proche de Bakouma (préfecture du Mbomou), dans une zone marginalisée sur le plan économique mais où Areva projette de développer une industrie extractive (uranium) de grande ampleur dans les prochaines années.
7. Un village proche d'Obo (préfecture du Haut-Mbomou), en zone très enclavée et très peu peuplée, relativement épargnée par l'insécurité (hormis les incursions récentes de la LRA ougandaise).
8. Un village proche de Bambari (préfecture de la Uaka), dans une zone autrefois cotonnière, regroupant des populations d'agriculteurs Banda et des éleveurs Mbororo (Peuls originaires du Cameroun, plus récemment arrivés sur ce territoire).
9. Un village proche de Bossangoa (préfecture de l'Ouham), dans une zone où subsiste encore la production cotonnière.

10. Un village proche de Berberati, (préfecture de la Mambéré-Kadéï), dans une zone diamantifère en expansion, proche du Cameroun.
11. Un village proche de Nola (préfecture de la Sangha-Mbaéré), en zone d'exploitation forestière (système concessionnaire).
12. Un village proche de Mbaïki (préfecture de la Lobaye), dans une région forestière, regroupant des populations bantoues et pygmées.
13. Un village proche de Kouango (préfecture de la Uaka), « sur » le fleuve, dans lequel le principal moyen d'existence provient de la pêche.
14. Un village proche de Kaga-Bandoro (préfecture de la Nana-Gribizi) en zone cotonnière mais en insécurité depuis plusieurs années.
15. Un village proche de Sibut (préfecture de la Kémo), où le coton devient marginal, avec une tendance de reconversion dans les fruits et légumes de plein champ pour l'approvisionnement de la ville de Bangui.
16. Un village proche de Bouar (préfecture de la Nana-Mambéré) en zone de production maraîchère abritant autrefois une base militaire française.

Encadré : la localisation des villages de l'observatoire



Source de la carte : PNUD RCA

CONCLUSION

La mise en œuvre d'un tel observatoire a une finalité normative importante : en fournissant, à un coût réaliste, des informations homogènes (entre les villages), suivies dans le temps et multidimensionnelles, elle peut conduire à dégager des pistes pour l'appui à l'adaptation et à l'innovation dans les campagnes centrafricaines, dans le champ des pratiques agricoles, celui des dynamiques collectives, de la mise en marché, etc. Sur le plan analytique, quel que puisse être l'avenir d'un tel dispositif d'observatoire, il nous semble en outre que cette notion de résilience peut acquérir une portée importante, bien plus que celle de développement durable par exemple, dès lors que l'on se situe dans un contexte historique et contemporain fait de nombreuses vulnérabilités. Ce qui est assurément le cas des villages centrafricains.

REFERENCES

- APPADURAI A., 2004. The Capacity to Aspire: Culture and the Terms of Recognition, in V. Rao & M. Walton (Eds), *Culture and Public Action*, Stanford, Stanford University Press, p.59-84.
- BRIGUGLIO G.C., FARRUGIA N., VELLA S., 2008. *Conceptualizing and Measuring Economic Vulnerability and Resilience*, UNU-WIDER, RP2008-55.
- CANTONI C., LALLAU B., 2010. La résilience des Turkana. Une communauté de pasteurs Kenyans à l'épreuve des incertitudes climatiques et politiques. A paraître dans *Développement Durable et Territoires*.
- CHAMBERS R., CONWAY G. (1991), *Sustainable rural livelihoods: Practical concepts for the 21st century*. IDS, Working Paper n°296. Brighton: IDS.
- DERCON S., 2005. *Vulnerability: a micro perspective*, Oxford University, April.
- DUBOIS J-L., DROY I., 2001. *L'observatoire : un instrument pour le suivi de la pauvreté*, Document de travail n°59, CED, Université Montesquieu Bordeaux IV.
- DUTEURTRE G., 2002. *Les observatoires socio-économiques en Afrique subsaharienne: l'expérience du Prasac*, Colloque "Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis", Garoua, Cameroun, Mai.
- FOLKE C., 2006. Resilience: the emergence of a perspective for social ecological systems analyses, *Global Environmental Change* 16 (3), 253–267.
- FRANKENBERGER T.R., et al., 2007. *Ethiopia: the path to self-resiliency. Final Report*, CHF/CANGO, July.
- HOLLING, C.S., 1973. Resilience and stability of ecological systems, *Annual Review of Ecological Systems*, 4, p. 1–23.
- LALLAU B., 2004. Pauvreté, durabilité et capacités de choix : Les paysans centrafricains peuvent-ils éviter le cercle vicieux ? *Développement Durable et Territoires*, Dossier 3, Septembre.
- LALLAU B., 2008. Les agriculteurs africains entre vulnérabilité et résilience. Pour une approche par les capacités de la gestion des risques, *Revue Française de Socio-Economie*, N°1, 1^{er} semestre 2008.
- LALLAU B., DUMBI C., 2008. Du capital social à l'agencéité. Essai sur les capacités à l'action collective des agriculteurs urbains de Kinshasa (RD Congo), in Dubois J-L., Brouillet A-S., Bakhshi P. Duray-Soundron C., Eds., *Repenser l'action collective. Une approche par les capacités*, Réseau Impact/L'Harmattan.
- LALLAU B. MBETID-BESSANE E., 2010. *De la fuite à la résilience ? Les adaptations paysannes à l'insécurité militaire autour de Paoua (République Centrafricaine)*, accepté pour le colloque « Agir en situation d'incertitude », 22-24 novembre, Agropolis, Montpellier.
- LALLAU B., THIBAUT E., 2009. La résilience en débat : Quel devenir pour les agriculteurs en difficulté ? *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, 90 (1), 79-102.
- MBETID-BESSANE E., 2009. *Résilience des agriculteurs à la crise cotonnière et viabilité des exploitations agricoles en Centrafrique*, Journées d'études « Les ruraux centrafricains, entre dynamiques de marginalisation et stratégies d'adaptation. Etat des lieux, états des savoirs », Bangui, Mai.

- OBRIST B., PFEIFFER C., B. HENLEY B., 2010. *Multi-layered Social Resilience: A new approach in mitigation research*, i.p.
- REBOUD V., 2004. *Droits, liberté de choix et développement : l'apport théorique et empirique d'une approche par les capacités*, XXèmes journées ATM, Nancy, mai.
- ROUSSEAU S., 2005. *L'analyse de la vulnérabilité par l'approche des capacités : Le cas des villages ruraux de Madagascar*, thèse de Doctorat, Université de Versailles Saint-Quentin-En Yvelines.
- SEN A., 1992. *Inequality Reexamined*, Oxford University Press.
- SEN A., 1993. Positional Objectivity, *Philosophy and Public Affairs*, 22, 2, p. 126-145.
- TESCHL M., COMIM F., 2004. *Adaptative Preferences and Capabilities: preliminary considerations*, Cambridge, Capability and Sustainability Centre.
- THOMAS H., 2008. *Vulnérabilité, fragilité, précarité, résilience, etc. De l'usage et de la traduction de notions éponges en sciences de l'homme et de la vie*, TERRA-Ed., Coll. "Esquisses", février.